



CiS  centre international
de solidarité ouvrière

SOLIDAIRES
pour la défense des droits
des travailleuses et travailleurs

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021-2022

REMERCIEMENTS

L'action du CISO est rendue possible grâce à l'appui de plusieurs organisations membres, de collaboratrices et collaborateurs ainsi que de plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration, la coordonnatrice et l'équipe du CISO les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année. Nous remercions également le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et son équipe pour sa collaboration et sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité internationale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, président
Françoise Ramel, FIQ, trésorière
Gilles Grondin, FTQ, vice-présidente¹
Maxime Beaudoin, APTS, secrétaire
Chantal Ide, CCMM-CSN, 2^e vice-présidente

ADMINISTRATRICES, ADMINISTRATEURS :

Marie-Anne Laramée / Myrna Karamanoukian FIQ
Katia Lelièvre, CSN
Luc Beauregard, CSQ
Marie Marsolais, AREQ-CSQ
Pierre-Antoine Harvey, SCC-CSQ
Christine Gauthier, FNEEQ-CSN
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos FTQ
Vincent Leclair, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
Alain Sévigny, Unifor Québec section 8284, FTQ
Manon Fournier, SEP-B-574, FTQ
Alfonso Ibarra Ramirez, CCSNO-CSN
Frédéric Brisson, SCFP-Québec FTQ
Rachel Sarrasin, membre individuelle

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen, coordonnatrice
Marie Paradis, chargée de projets
Leïla Mérabet, chargée de l'éducation
Laurence Fortier, chargée des communications
(jusqu'à novembre 2021)
Ana-Maria Actarian, chargée des communications
(à partir de janvier 2022)
Judith Kohl, chargée de campagne - Bangladesh
Jeannette Thiffault, Comptable

MOT DU PRÉSIDENT

La pandémie a beaucoup affecté le travail en matière de solidarité internationale. Nous avons dû arrêter les stages internationaux que menait le CISO depuis sa création il y a près de 50 ans.

Mais la pandémie a aussi été un moment de réflexion. Chacun chez soi participant à des réunions virtuelles, nous avons été forcés de revoir nos habitudes et de planifier notre travail autrement.

Pour le CISO, ce fut l'occasion d'entreprendre un processus de réflexion stratégique, qui s'est déroulé sur une période de plusieurs mois, au cours duquel les syndicats membres se sont impliqués pour que nous réussissions à renforcer, à faire connaître, à augmenter la portée des actions du CISO.

Nous avons ainsi défini ensemble des objectifs stratégiques pour le CISO. Le premier objectif consiste à augmenter les capacités financières du CISO de manière durable, ce qui lui permettrait de mener des projets de coopération internationale dans quelques pays et d'avoir une équipe solide d'employés permanents. Cela nous permettrait également d'améliorer la capacité du CISO à retenir ses ressources humaines.

Outre les questions financières, se pose un enjeu de rayonnement et de visibilité pour le CISO. Cette amélioration du rayonnement du CISO passe par un renforcement de la présence du CISO lors

d'événements syndicaux, dans les médias syndicaux, dans les médias en général et dans les réseaux sociaux.

Il a aussi été reconnu lors de ce processus de réflexion stratégique que le CISO et ses membres avaient un rôle majeur à jouer afin d'augmenter la reconnaissance des enjeux de solidarité internationale au sein des centrales et syndicats membres. Comme le CISO regroupe de nombreuses organisations syndicales, il est le lieu rêvé pour renforcer les collaborations intersyndicales et permettre le travail collectif pour la coopération internationale et développer de nouveaux partenariats à l'étranger.

Les participantes et participants à cette réflexion stratégique souhaitent que soit renforcée la visibilité des campagnes nationales et des activités en coalition.

Par exemple, le CISO a choisi de mettre en œuvre une campagne qui allie justice sociale et justice écologique en mettant l'accent sur l'importance de la transition juste et de répondre à l'urgence des changements climatiques, tout en ne laissant personne derrière. Notre objectif est de faire entendre la voix des personnes les plus marginalisées et exploitées du monde, mais qui sont porteuses d'alternatives économiques, politiques, d'organisation syndicale, de militantisme, d'analyses critiques.

Nous vivons une période où la démocratie est mise à mal dans de nombreux pays, tant dans les pays du Nord que ceux du Sud. Ces reculs démocratiques sont notamment l'œuvre de groupes et de partis politiques de droite et d'extrême droite. Ils sont appuyés par des médias qui n'hésitent pas à utiliser les tactiques les plus démagogiques et mensongères pour en arriver à leurs fins.

C'est malheureusement ce qui s'est produit au Chili lors du référendum sur la constitution qui s'est déroulé le 4 septembre dernier.

En mettant de l'avant une vaste campagne de désinformation via les médias, l'objectif de la droite était clair : maintenir la conception de l'État subsidiaire inscrite dans la constitution imposée

par Pinochet. Selon cette conception, l'État ne peut intervenir que si le secteur privé ne peut pas le faire. C'est ainsi que l'éducation, la santé, l'eau, les régimes de retraite, tout est privé. L'État ne peut offrir des services publics que si le secteur privé ne trouve pas cela rentable.

Mais l'espoir suscité par l'assemblée constituante en faveur d'un Chili plus juste, digne, solidaire, écologique, communautaire, paritaire et plurinational ne peut être arrêté à cause de l'instrumentalisation du mensonge et de la déformation de la vérité.

Les progressistes chiliens partagent la conviction que, dans un avenir rapproché, ils parviendront à construire une société différente du néolibéralisme qui en fait actuellement une des sociétés les plus inégalitaires de la planète.

Un autre exemple est le vaste processus de réforme du travail au Mexique que le CISO soutient afin de renforcer le respect des droits des travailleuses et travailleurs face au pouvoir démesuré des grandes entreprises.

En conclusion, les raisons qui ont motivé la fondation du CISO en 1975, soit un lieu où se vit l'internationalisme syndical et intersyndical sont toujours d'actualité. À l'époque, les syndicats dénonçaient le modèle néolibéral qui s'implantait au Chili, il dénonçait les atteintes aux droits du peuple palestinien, et ils saluaient des victoires comme la chute de la dictature au Nicaragua. Aujourd'hui, nous saluons l'élection de gouvernements progressistes en Colombie et au Chili et, espérons-le au Brésil le mois prochain.

Luc Allaire

Président du CISO

DÉMARCHE DE RÉFLEXION STRATÉGIQUE

Le 25 janvier et le 17 février, le CISO a organisé deux journées entières de réflexion avec les membres de son conseil d'administration et son équipe, en vue de renforcer collectivement cette organisation ainsi que la place de la solidarité internationale en milieu syndical. Ces journées de réflexion ont été précédées d'une soirée intitulée « [Réfléchir l'avenir de l'internationalisme syndical](#) » en compagnie de Martin Peticlerc, Geneviève Dorais, professeurs d'histoire à l'UQAM, et Sid Ahmed Soussi, professeur de sociologie à l'UQAM, où 56 personnes étaient présentes.



Le processus de réflexion stratégique a eu lieu de manière virtuelle en deux rencontres.

Ces journées ont mené à de vives et enthousiastes discussions sur le riche passé, le présent et le futur de notre réseau intersyndical de solidarité internationale, mis à mal au fil des dernières années, mais dont les membres comprennent le grand potentiel de transformation auprès des syndiqué.e.s et de leurs organisations. Il en est ressorti que le CISO se distinguait par son caractère intersyndical, son héritage militant, ses orientations et son mandat de défense des droits des travailleuses et travailleurs à partir d'une perspective critique, ciblant le capitalisme comme étant une cause centrale des violations de leurs droits. Depuis ses débuts, face à la répression et à la limitation de l'espace laissé aux luttes syndicales, le CISO a été et demeure un lieu d'espoir et de créativité nourri par les imaginaires des sociétés et partenaires qu'il côtoie, en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie.

Plus concrètement, ancré sur la conscience commune et renouvelée de l'importance et des possibilités du CISO, un plan d'action a pris forme pour les 3 années à venir, qui culminera avec le 50^e anniversaire du CISO, en 2025.

Quelques constats et objectifs-clés à atteindre :

1. Le CISO n'est rien sans ses membres syndicaux à travers le Québec et ce sont eux qui en font la force et qui le distinguent des autres organisations de solidarité internationale. En ce sens, il sera important de réactiver leur rôle de relais auprès des personnes syndiquées pour que le CISO puisse rayonner davantage.
2. Le CISO, une organisation pourtant historique au Québec, n'est pas assez connu. Avec l'aide des membres, nous nous activerons à mieux expliquer ses fondements et son histoire, tout comme ses activités et le sens de la solidarité ouvrière pour un plus large public. Les activités d'éducation, les médias syndicaux, les instances syndicales, les rencontres des comités solidarité internationale et autres comités pertinents seront des moments de choix pour y arriver, en collaboration avec les membres.
3. Cette organisation singulière, portée par les organisations syndicales et soutenue par quelques bailleurs de fonds, comme notamment le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec, nécessite une plus grande équipe et plus de financement pour assurer un fonctionnement durable et atteindre un rôle catalytique pour la solidarité. Plusieurs pistes seront analysées dans les années à venir pour y arriver, notamment en lien avec le 50^e anniversaire.
4. Les alliances internationales sont ce qui nourrit et inspire le travail du CISO. Nous continuerons à renforcer les partenariats existants au Mexique et en Haïti et œuvrerons à créer un nouveau partenariat à l'horizon 2025.
5. Le rôle d'allié joué par le CISO auprès de groupes de défense des droits localement au Québec et au Canada est toujours clé pour guider son action. La solidarité avec les

travailleuses et travailleurs les plus précaires, dont notamment les migrant.e.s, demeurera un angle d’approche important.

Le comité réflexion stratégique a été élargi afin d’assurer la mise en œuvre des pistes d’action identifiées. Pierre Prévost, consultant spécialisé en changements organisationnels, a pu accompagner cette démarche. Le CISO remercie sincèrement l’ensemble des administratrices et administrateurs et toute son équipe, ainsi que les membres nous ayant soumis leurs réponses au questionnaire, pour leur éclairante contribution à cette discussion. Merci aussi à Pierre d’avoir été notre guide.

ÉDUCATION

L’éducation demeure le mandat principal du CISO, dans l’optique de développer une conscience des dynamiques mondiales qui mènent à des violations des droits des travailleuses et travailleurs partout dans le monde et de renforcer la solidarité ouvrière.

Cette année, le contexte pandémie a de nouveau nécessité une adaptation de la part du CISO, mais malgré des formats différents, souvent virtuels, qui ont pu changer la portée et la capacité d’échanger sans contraintes, le CISO est parvenu à maintenir de nombreux événements d’éducation du public à la solidarité internationale, avec une participation conséquente et a réussi à maintenir des rapports réguliers avec ses membres organisationnels et individuels via le web. Ce sont près de 550 personnes qui ont été rejointes directement par les activités d’éducation du CISO.

BANDE-DESSINÉE SUR LA MONDIALISATION DE L’INDUSTRIE TEXTILE

Depuis l’automne 2021, l’équipe du CISO et son comité éducation a entrepris de créer une bande-dessinée qui expliquerait la mondialisation de l’industrie textile et les conséquences sur les travailleuses du textile du Québec, du Mexique, puis du Bangladesh. Après un important travail de recherche, d’idéation et d’analyse, il a été possible de travailler avec la bédéiste Chlolula pour créer une œuvre vulgarisée qui permettrait de rejoindre

un public plus vaste. Le projet aboutira à l’automne 2022, puis des ateliers de sensibilisation seront organisés auprès de divers publics.

EXPOSITION : PORTRAITS DE RECYCLEUSES ET DE RECYCLEURS DE DÉCHETS, MEXIQUE ET QUÉBEC

Alors que nous demandons de plus en plus une transition juste, qui prenne en compte la justice sociale et la justice écologique, les recycleuses et recycleurs de déchets sont d’une part un symbole d’actions concrètes pour réduire notre empreinte écologique mais d’autre part, sujets à une stigmatisation et à un manque de reconnaissance partout dans le monde.

Cette exposition de photographies résulte de la participation de Benoit Taillefer, du CCMM-CSN, au stage intersyndical du CISO au Mexique en 2020. Il avait alors pris des photographies des *pepenadores* du Mexique pour documenter les observations du stage. Au retour, le projet d’une exposition qui ferait les parallèles entre la situation des Valoristes du Québec et celle des *pepenadores* au Mexique a émergé, en parallèle avec l’établissement d’un partenariat avec la Coopérative Les Valoristes.



Dépôt de la coopérative Les Valoristes. Photo : Benoît Taillefer, comité de solidarité internationale CCMM-CSN.

Co-organisée par la Coopérative des Valoristes, le Conseil central Montréal métropolitain de la CSN, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et ses membres, cette exposition sera rendue publique à l’automne 2022 à Montréal et

éventuellement dans d'autres régions du Québec. Elle visera à présenter la réalité parallèle des recycleuses et recycleurs de déchets au Mexique (les *pepenadores*) et au Québec (les valoristes) pour les rendre visibles, contribuer à la reconnaissance de leur travail, et faire comprendre les contradictions inhérentes du système économique et social actuel. Alors qu'on assiste à une surproduction et à une surconsommation pour nourrir une croissance infinie produisant une énorme quantité de déchets, les recycleuses et recycleurs réduisent de manière importante l'empreinte écologique mondiale. Mieux connaître leur réalité permet de mieux comprendre notre impact sur le monde, les inégalités, ainsi que notre interdépendance.

Leurs témoignages sont tant d'histoires de force et de résilience qui nous inspirent aussi à nous mobiliser contre l'injustice. Restez à l'affût sur les pages du CISO pour plus d'informations.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Comme à chaque année, le CISO a contribué à l'organisation des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), l'un des événements phares de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), dont le CISO est membre. Nous avons participé aux activités de coordination nationales et montréalaises des JQSI et organisé un événement en lien avec la thématique annuelle.

S'alliant à Développement et Paix, au Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), au Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), et au Réseau canadien pour la reddition de compte des entreprises (RCRCE), le CISO a co-organisé un atelier intitulé « Une loi pour l'imputabilité des entreprises, le respect des droits humains et de l'environnement ».

L'événement a permis de traiter de la nécessité d'adopter des mesures contraignantes afin d'assurer que les compagnies canadiennes respectent leur devoir de diligence raisonnable dans l'exercice de leurs activités à l'étranger, et

donc, les droits humains et l'environnement des personnes affectées par leurs projets. Plusieurs invité.e.s ont pu témoigner de l'impact des activités des compagnies canadiennes, en particulier les compagnies minières, au Honduras, au Brésil, au Mexique et à Madagascar. 55 personnes y ont participé.

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEUSES DU TEXTILE DU BANGLADESH

En novembre 2021, le CISO s'est joint à la campagne « *Même pas le strict minimum* » du Fonds humanitaire et du syndicat des Métallos. Dans le cadre de cette campagne, le CISO a participé à une mobilisation auprès de la compagnie Canadian Tire et de L'Équipeur afin de leur demander de payer un salaire viable aux travailleuses du textile du Bangladesh.

Cette mobilisation reprise à travers le Canada se basait sur les révélations du rapport du même nom du Fonds humanitaire des Métallos. Il faisait pour la première fois le lien direct entre les multinationales canadiennes, comme Lululemon, Joe Fresh, Reitmans ou l'Équipeur (propriété de Canadian Tire), et l'exploitation des travailleuses du vêtement au Bangladesh. Le rapport proposait que les multinationales paient un « salaire viable » et versent une prime sur le prix de leurs vêtements dans un fonds mondial de garantie des indemnités de départ. Ce dernier pourrait soutenir les travailleuses dont le salaire et/ou les indemnités de départ n'ont pas été payés et qui se retrouvent dans une situation de grave précarité.



Mission du Bureau national canadien du Syndicat des Métallos au Bangladesh. Photo : Kalpona Akter, Bangladesh Center for Workers Solidarity (BCWS).



À l'occasion du triste 9^e anniversaire de la tragédie de l'écroulement du Rana Plaza, le CISO s'est associé au comité solidarité internationale de la Coordination québécoise de la Marche mondiale des femmes

pour lancer un quiz et un communiqué de presse sur la situation des travailleuses du textile au Bangladesh et la nécessité d'adopter une loi contraignante permettant de rendre imputables les compagnies canadiennes pour les violations de droits humains et la destruction environnementale dont elles se rendent coupables à l'étranger.

LOI POUR L'IMPUTABILITÉ DES COMPAGNIES CANADIENNES À L'ÉTRANGER

La campagne du RCRCE pour l'adoption d'une loi sur la diligence raisonnable des compagnies canadiennes en matière de droits humains et d'environnement a été l'un des axes transversaux des activités d'éducation du CISO cette année. L'adoption d'une telle loi, comme ce fut le cas dans plusieurs États européens, avec un pouvoir de sanction et de compensation des communautés affectées en cas de violations de droits ou de destruction environnementale pourrait être un jalon pour rééquilibrer dans une certaine mesure le rapport de force entre les compagnies transnationales et les populations.



Affiche présentant la conférence de presse du 29 mars 2022.

Source : RCRCE.

Autres activités d'éducation

- Le 16 septembre 2021, le CISO a collaboré avec le CQMMF, le CQFD et l'AQOCI pour animer un webinaire sur la situation des femmes en Palestine et au Moyen-Orient;
- Le 1er novembre 2021, la Coordinatrice du CISO a fait une présentation à l'Université du Québec en Outaouais dans le cadre du cours « La coopération et les mouvements communautaires », donné par Pierre Beaudet, professeur;
- Le 12 novembre 2021, le CISO a fait une présentation à l'événement « Comment renouveler la solidarité en Haïti », organisé en collaboration avec la Maison d'Haïti, des OCI membres de l'AQOCI et plusieurs organisations de la diaspora;
- Le 6 décembre 2021, le CISO a collaboré avec Cinema Politica, le Sustainable Action Fund de l'Université Concordia et le Centre des travailleurs immigrants afin d'offrir une projection du film « Made in Bangladesh » et une conférence radiodiffusée sur la situation des travailleuses du textile;
- Le 23 février 2022, le CISO a fait une présentation durant le colloque « Nos entreprises à l'international », organisé par le Réseau sur la responsabilité sociale des entreprises (RRSE) et la Faculté de droit de l'Université Laval;
- Le 15 mars 2022, la Coordinatrice a fait une présentation dans le cadre d'un séminaire de maîtrise à l'UQAM sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et l'imputabilité des compagnies, en collaboration avec Dalia Gesualdi-Fecteau;
- Le 27 avril 2022, animation de la table ronde du RCRCE : « Les défenseurs des droits humains et les entreprises canadiennes dans le Sud global »;
- Le 30 avril 2022, le CISO a animé un atelier lors de l'événement « Construire des ponts : remporter des victoires » dans le cadre des journées de discussion sur le syndicalisme

organisées par Lutte commune, À Bâbord et le Syndicat des professeures et professeurs de l'UQAM (SPUQ);

→ Le 6 mai 2022, en collaboration avec Dyala Hamza, professeure de l'UdeM, le CISO a offert un atelier de sensibilisation sur la solidarité internationale intersyndicale et la situation des droits humains en Palestine, dans le cadre du Conseil fédéral de FNEEQ;

→ Le 30 mai 2022, dans le cadre du Forum social mondial de Mexico, le CISO a collaboré avec le CDHAL, le PAQG et MiningWatch Canada afin d'offrir un atelier virtuel sur l'extractivisme et l'imputabilité des compagnies minières à l'étranger;



Affiche officielle de l'événement.

→ Le 8 juin 2022, en collaboration avec la Coop Les Valoristes et le Frente Auténtico del Trabajo, le CISO a offert un atelier sur les travailleuses et travailleurs du recyclage informel au Mexique et au Québec dans le cadre du congrès du Conseil central Montréal métropolitain de la CSN.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

NOS PROJETS AU MEXIQUE :

En partenariat avec des organisations de défense des droits des travailleuses et travailleurs, dont notre partenaire historique le Frente Auténtico del Trabajo (FAT), le CISO articule son programme au Mexique autour de trois axes complémentaires :

- L'organisation collective et la défense des droits des travailleuses et travailleurs, avec un accent particulier sur les travailleuses et travailleurs de l'économie informelle, dont les « pepenadores » (recycleuses/recycleurs de déchets), mais aussi d'autres secteurs marginalisés de la population : ouvrières des maquiladoras du textile placées sur une « liste noire » à cause de leurs activités syndicales; personnes exerçant des occupations précaires; etc;
- L'appui au développement d'alternatives d'économie solidaire et coopérative pour ces travailleuses et travailleurs, leur permettant d'accéder à une meilleure sécurité matérielle, à des conditions de travail dignes et aux protections sociales;
- La défense collective des droits et la diffusion d'informations sur les droits, notamment dans le cadre de la réforme du droit du travail et les avancées qu'elle permet en matière de droit à l'organisation syndicale, de droit à la négociation collective et de droits des femmes travailleuses.

Cette programmation se traduit présentement par les activités suivantes :

1) Avec des appuis du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF) renouvelés sous différentes formes depuis 2018, un programme de formation, d'accompagnement et d'organisation de travailleuses et travailleurs de l'économie informelle, réalisé en partenariat avec le FAT. Ce programme a reçu un appui sur trois ans du MRIF à l'automne 2021 dans le cadre du « Nouveau Québec Sans Frontières (NQSF) »;



Projet collaboratif Bella Lola. Photo : Frente Auténtico del Trabajo.

2) En complément de ce travail de formation appuyé par le NQSF, des projets de mise sur pied de coopératives de travail ou d'initiatives d'économie solidaire : élevage porcin à Gomez Palacio (État de Durango), commercialisation de produits alimentaires de base à Dolores Hidalgo (État de Guanajuato), centres de cueillette et de traitement de matières recyclables à Dolores Hidalgo (en construction) et à Santa Maria Coapan (en développement – État de Puebla) avec des appuis de syndicats, de membres et de sympathisant.e.s du CISO, de la Fondation Louise Grenier et d'autres donateurs ponctuels ;



Ateliers de sensibilisation au recyclage à Santa María Coapan. Photo : Frente Auténtico del Trabajo

3) Établissement d'une « Radio Obrera y Maquilera » (radio ouvrière) à Tehuacán, État de Puebla, en partenariat avec la Comisión de Derechos Humanos y Laborales del Valle de Tehuacán, pour la diffusion d'informations en langues autochtones et en espagnol sur les droits, sur la réforme du droit du travail, sur les luttes populaires et environnementales, l'économie solidaire etc. Ce projet a été rendu possible suite à une collecte de fonds organisée auprès de membres syndicaux et individuels et de personnes sympathisantes du CISO entre décembre 2021 et avril 2022;

4) Dans le cadre d'une coalition avec le Fonds humanitaire des Métallos, l'Alliance de la fonction publique du Canada, le Syndicat canadien de la fonction publique et le Congrès du Travail du Canada, appui à la mise en œuvre d'un projet d'information et de formation sur la réforme du droit du travail au Mexique, financé par Emploi et

développement social Canada. Ce projet de quatre ans est mis en œuvre en partenariat avec le FAT, Los Mineros, le Comité Fronterizo de Obreras (CFO – Comité frontalier d'ouvrières) et la Red de Mujeres Sindicalistas (RMS - Réseau des femmes syndicalistes).

Nos ambitions :

- Contribuer au renforcement du secteur de l'économie solidaire et coopérative du FAT et appuyer l'émergence de nouvelles initiatives permettant l'accès aux protections sociales et l'amélioration des conditions de vie et de travail de secteurs marginalisés de la population mexicaine, tout en consolidant les initiatives existantes;
- Développer des liens de solidarité et élargir les appuis à la lutte pour une approche inclusive du recyclage, en partenariat avec les groupements de « *pepenadores* » au Mexique, les Valoristes au Québec et des réseaux comme la Red LACRE (réseau latino-américain et caribéen des organisations de recycleuses et recycleurs).
- Élargir et renforcer les appuis à la lutte pour le respect des droits humains au Mexique, dont les droits des travailleuses et travailleurs, en collaboration avec le FAT, d'autres organisations alliées du Mexique et les membres du CISO.

NOS PROJETS EN HAÏTI :

Au cours de l'année 2021-2022, dans un contexte socio-politique et sécuritaire particulièrement difficile en Haïti, le CISO a poursuivi ses appuis à l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL) dans le cadre de trois projets :

1) Un projet de renforcement de la sécurité alimentaire et de prévention de la COVID-19 dans des communautés rurales de Cavaillon et de Maniche, dans le Département du Sud. Ce projet a reçu des appuis financiers du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), du Fonds humanitaire des Métallos et de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ);

2) Dans les mêmes communautés, un projet de reconstruction et de réhabilitation des activités

agricoles suite au tremblement de terre d'août 2021, avec l'appui du Fonds humanitaire des Métallos et des dons de l'AREQ-CSQ;



Tremblement de terre du 21 août 2021 en Haïti, département du Sud. Photo : Institut Culturel Karl Lévesque.

3) Un soutien à la tenue de l'Université populaire, mise en œuvre conjointement par l'ICKL, l'ITECA, le PAJ, la PAPDA, la SAKS et la SOFA. Cette nouvelle édition n'a finalement pu avoir lieu qu'entre mai et juillet 2022 en raison de la situation.

Rappelons que les membres de l'équipe de l'ICKL ont dû composer tout au long de l'année avec des conditions d'extrême insécurité et une pléthore de difficultés logistiques allant des blocages de routes aux pénuries d'essence, en passant par les pannes de courant, les fermetures des banques et la défaillance des systèmes de télécommunications. Qu'ils et elles soient tout de même parvenu.e.s à compléter les activités des projets dans de telles circonstances témoigne de leur profond engagement et de leur très grand courage.

Le CISO compte poursuivre son appui annuel à l'organisation de l'Université populaire et espère qu'une amélioration des conditions de sécurité en Haïti permette éventuellement d'envisager une reprise des projets de solidarité dans ce pays. Tel que précisé ci-dessous, en collaboration avec la CPH, il continue en ce sens à plaider solidairement pour une amélioration des conditions de vie et le respect du droit à l'autodétermination du peuple haïtien auprès du gouvernement canadien, du public.

PLAIDOYER

Le CISO a aussi comme objectif de participer à modifier les structures et institutions qui renforcent des rapports de force inégaux ou contribuent aux violations des droits humains des populations avec lesquelles nous travaillons ici ou à l'étranger. Il peut s'agir d'influencer les gouvernements pour l'adoption ou la modification de projets de loi ou de protéger les défenseurs des territoires ou des droits humains en faisant savoir que leur situation est connue et suivie à l'international. Dans d'autres cas, le CISO s'associe à des initiatives collectives visant à pousser les compagnies québécoises et canadiennes à adopter de meilleures pratiques et à respecter les droits humains et l'environnement.

RENCONTRES ET LETTRES DE PLAIDOYER

- Le **15 novembre 2021**, en collaboration avec le syndicat des Métallos, action de plaidoyer auprès de magasins L'Équipeur et Canadian Tire pour un salaire viable pour les travailleuses du textile au Bangladesh, conjointement avec le Syndicat des Métallos et d'autres organisations;



Mission du Bureau national canadien du Syndicat des Métallos au Bangladesh. Photo : Kalpona Akter, BCWS.

- Le **31 janvier 2022**, rencontre de plaidoyer d'une délégation du RCRCE, dont le CISO, avec des représentants du Bloc québécois sur la proposition de Loi sur l'imputabilité des compagnies canadiennes à l'étranger;
- Le **11 mars 2022**, dépôt de [commentaires du CISO, endossé par 8 organisations syndicales dont deux centrales](#), sur le projet de loi sur la gestion de la consigne, plaidoyer pour l'inclusion des valoristes et de l'économie sociale dans le nouveau système de consigne

québécois;

- Le **16 mars 2022**, [rencontre de plaidoyer avec la sénatrice Michèle Audette](#) au sujet du projet de loi du RCRCE sur l'imputabilité des entreprises canadiennes à l'étranger;
- Le **16 mars 2022**, rencontre de plaidoyer avec les députés Alexis Brunelle-Duceppe et Simon-Pierre Savard-Tremblay du Bloc québécois ainsi que leurs attaché.e.s politiques sur le projet de loi du RCRCE;
- **5 et 8 avril**, publication d'une lettre collective signée par 27 organisations sur l'exclusion discriminatoire de certaines travailleuses domestiques de la protection de la CNESST avec l'entrée en vigueur du projet de loi 59 dans le [Journal Métro](#) et [l'Aut'journal](#).
- Le **21 mai 2022**, Publication d'une [lettre sur la situation en Haïti](#) en collaboration avec la Concertation pour Haïti dans le journal en ligne Alterpresse dénonçant l'insécurité alarmante et demandant notamment le respect de l'autodétermination du peuple haïtien en faveur d'une transition de rupture, ainsi qu'un contrôle accru des armes entrant sur le territoire haïtien.

LETTRES, DÉCLARATIONS ET MOBILISATIONS APPUYÉES

- [Pétition internationale](#) demandant la libération des prisonnières et prisonniers politiques au Chili;
- Appui à [une déclaration urgente](#) demandant la fin de l'état de siège et de la répression contre des défenseur.e.s des territoires Q'eqchi à El Estor au Guatemala;
- En novembre 2021, appui à la déclaration annuelle, campagne du coquelicot blanc du Collectif Échec à la Guerre;
- Appui à la pétition demandant un Statut pour tous au Canada lancée par Migrant Rights Network : <https://tinyurl.com/2p87nmah>
- Appui à la déclaration « [Ce que le Québec doit faire dès maintenant pour transformer le monde: 10 pistes d'action](#) » de l'AQOCI à l'occasion des JQSI.
- Appui solidaire aux personnes âgées habitant la Résidence Mont-Carmel, où plusieurs ancien.ne.s militant.e.s ou allié.e.s du CISO

résident, dont un appui à la [pétition présentée à l'Assemblée nationale](#);

- En novembre 2021, le CISO s'est opposé avec plusieurs groupes à la déportation de Mamadou Konaté, travailleur essentiel lors de la pandémie, mais sans-papier, menacé de déportation le 19 novembre.



Rassemblement public en soutien à Mamadou Konaté.
Photo : Amélie Nguyen.

- Tous au long de l'année, le CISO a participé à la [Convergence pour la sortie de crise](#), qui, face à un secteur privé de plus en plus organisé et à la crise pandémique et ses multiples impacts sociaux, vise à réfléchir à un modèle économique et politique alternatif pour le territoire du Québec et ses collectivité, qui soit plus démocratique, respectueux des droits de toutes et tous et de l'environnement, ainsi qu'à des manières de le mettre en place;
- Diffusion des déclarations du [Collectif Échec à la guerre](#) et des [centrales syndicales québécoises](#) contre la guerre en Ukraine. Dénonciation de toutes les guerres d'agression, dont celle de l'Ukraine, et message de solidarité envers les travailleuses et travailleurs et toute la population civile qui se voient affectés par ce conflit;
- Appui à la [campagne contre l'apartheid israélien en Palestine](#) lancée par Voix juives indépendantes.

COMMUNICATIONS

C'est principalement à travers les communications sur les médias sociaux et l'infolettre mensuelle que le CISO entretient des contacts et des liens constants avec ses membres et sympathisant.e.s et diffuse de l'information relative à ses projets de solidarité internationale, ses actions de plaidoyer et ses événements destinés au grand public. En contexte pandémique, la présence virtuelle du CISO lui a servi à maintenir un lien étroit avec le public et un taux de participation élevé à ses nombreux événements virtuels. Qui plus est, la tenue d'événements en ligne a même permis de rejoindre un public nouveau et de gagner de nouveaux membres, sympathisants ou abonnés. Durant l'année, le CISO a organisé plusieurs événements virtuels en collaboration avec d'autres organisations québécoises et avec certains de ses partenaires.

MÉDIAS SOCIAUX

Notre moyen de communication principal afin d'atteindre un public plus large demeure la plateforme Facebook. Ainsi, nous pouvons y publier des informations concernant nos événements, nos activités et les thèmes qui concernent notre travail. Nous comptons 3 004 abonné.e.s à notre page, soit une augmentation de 69 personnes par rapport à l'année dernière. Concernant le nombre de personnes atteintes par nos publications, nous avons pu observer une légère diminution en comparant avec les statistiques de l'année dernière. Nous croyons que cela est dû aux changements que Facebook a effectué au niveau des algorithmes présents sur sa plateforme et comptons adapter nos pratiques.

SITE INTERNET

Le site internet du CISO est mis à jour régulièrement avec nos actualités et celles de nos partenaires. Un de nos objectifs durant les prochains mois est de réfléchir à la refonte du site web qui aura lieu en 2023.

BULLETIN ÉLECTRONIQUE

Sur une base périodique, nous envoyons un bulletin électronique à tous nos membres et abonné.e.s. De cette manière, nous pouvons communiquer les nouvelles du CISO et de nos partenaires de manière régulière. Il s'agit d'un moyen efficace pour partager nos événements, nos levées de fonds et les différents projets et campagnes dans lesquels nous sommes impliqués. La moyenne d'ouverture de l'infolettre tourne autour de 35 %, ce qui est élevé par rapport aux moyennes habituelles (25%). Au cours de l'année, nous avons diffusé 9 bulletins aux membres et sympathisant.e.s.

PRÉSENCE DU CISO DANS LES MÉDIAS

Cette année, nous avons publié plusieurs articles dans Le Monde Ouvrier. Nous avons également rédigé et co-signé plusieurs lettres collectives et des lettres d'opinion dans plusieurs médias québécois.

Voici le détail de nos publications :

- Le Monde ouvrier de la FTQ, « Mettre fin à l'impunité des compagnies canadiennes à l'étranger », le 30 mars 2022
- Le Journal Métro et l'Aut'Journal, « La discrimination des travailleuses domestiques est maintenue », le 5 avril 2022
- AlterPresse, « La Concertation pour Haïti au Québec demande au Canada de faire pression sur le gouvernement de facto pour rétablir l'ordre et la sécurité en Haïti », le 22 mai 2022
- Le Monde ouvrier de la FTQ, « Travailleurs étrangers temporaires : Encore du chemin à faire pour un réel accès aux soins de santé », printemps 2022
- Le Monde ouvrier de la FTQ, « Haïti : Pour que cesse la violence », été 2022

Le bulletin du Fonds humanitaire des Métallos, a également publié deux articles faisant état de projets conjoints avec le CISO.

- Bulletin du Fonds humanitaire des Métallos, « Entre désespoir et résilience, solidarité Ak Ayiti », décembre 2021
- Bulletin « Mise à jour du Fonds humanitaire des Métallos », « Un projet emblématique pour une réforme du travail historique au Mexique », mars 2022

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires partageant les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud mondialisé, et qui luttent pour la justice et le respect des droits. Le travail en coalition est crucial pour agir collectivement afin de réaliser un changement social, en particulier lorsque nous travaillons avec des groupes discriminés ou marginalisés, afin que leur voix soit entendue. Cette année, le CISO a notamment travaillé avec les réseaux suivants :

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

Le CISO demeure un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Le CISO participe régulièrement aux activités d'éducation, de formation, de réflexion et de plaidoyer de ce réseau, dont notamment les JQSI et le Comité québécois femmes et développement (CQFD).

CONCERTATION POUR HAÏTI (CPH)

La Concertation pour Haïti (CPH) coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti en vue de soutenir la promotion des droits humains et des libertés fondamentales en Haïti, du développement solidaire et de la sensibilisation du public. Le CISO a maintenu sa participation à la CPH. La Coordinatrice et Marie Marsolais, représentante de l'AREQ au conseil d'administration et militante du CISO, y sont déléguées. La CPH a continué son travail de sensibilisation sur la grave crise sociale et politique actuelle en Haïti en demandant le respect de l'autodétermination du peuple haïtien et de son pouvoir d'action par le Canada et le Core Group.



Tremblement de terre en Haïti, 2021. Photo : Institut Culturel Karl Lévesque (ICKL).

FONDATION LÉO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La Coordinatrice du CISO siège au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par la Ligue et par le CISO.

LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Le CISO est membre de la Ligue, participe à ses activités et contribue à leur diffusion.

RÉSEAU CANADIEN POUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES (RCRCE)

Le CISO est membre du RCRCE. Il s'agit d'un réseau pancanadien dont la mission est de faire en sorte que les compagnies canadiennes respectent les droits humains et l'environnement dans leurs activités à l'étranger, et en particulier les compagnies extractivistes.



CNCA
Canadian Network on
Corporate Accountability

RCRCE
Réseau canadien sur la reddition
de compte des entreprises

COLLECTIF ÉCHEC À LA GUERRE

Le CISO est membre de ce Collectif et appuie ses démarches pour éduquer et se mobiliser contre le militarisme, telle la Campagne du coquelicot blanc.

COALITION BDS-QUÉBEC

Depuis l'adoption d'une résolution d'appui à la campagne Boycott, désinvestissement et sanction en 2021 lors de sa dernière assemblée générale, le CISO est officiellement membre de cette coalition pour la défense des droits des Palestinien.ne.s et le respect du droit international.

INFRASTRUCTURES

CONTRIBUTION DES MEMBRES

En 2021-2022, le CISO a pu compter sur des cotisations de près de 107 000\$ de la part de ses membres organisationnels et individuels à travers le Québec. Nous souhaitons remercier chaleureusement tous nos membres pour leur appui solidaire, qui demeure essentiel à l'action autonome du CISO.

FINANCEMENT DU MRIF

Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

- Le CISO a bénéficié en 2020-2021 d'un financement de 84 259\$ du Programme de soutien aux organismes de coopération internationale (PSOCI) qui tentait de répondre à la pandémie tant en éducation qu'en solidarité internationale entre novembre 2020 et décembre 2021.

En septembre 2021, le CISO a obtenu un financement de 70 000\$ par année sur 3 ans (210 000\$) du programme Nouveau Québec sans Frontières du MRIF, un financement à la mission pour ses activités d'éducation et de solidarité internationale au Mexique.

AUTRES FINANCEMENTS

- Le CISO a obtenu pour 2021-2022 un financement de 9 000\$ de la Fondation Louise Grenier pour l'appui à la création d'une coopérative de recyclage par un

groupement de *pepenadores* de Dolores Hidalgo au Mexique qui est appuyé par le FAT.

- Une subvention salariale a été attribuée au CISO à l'automne 2021 par le programme Communautaire.
- Deux subventions salariales ont été accordées par le programme Emploi-Québec, l'une entre avril et novembre 2021 et l'autre à partir du mois de janvier 2022.
- Le CISO a bénéficié d'une subvention de 5000\$ de la Fondation Léo-Cormier pour 2021-2022.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen est la coordonnatrice du CISO. Une subvention d'Emploi-Québec a permis d'embaucher Laurence Fortier à titre de chargée de campagne du CISO jusqu'à novembre 2021. Grâce à une subvention de Communautaire, Leïla Mérabet s'est jointe à l'équipe en août 2021 à titre de Chargée de l'éducation. En janvier 2022, Ana-Maria Actarian est devenue Chargée des communications, grâce à une seconde subvention d'Emploi-Québec. Le CISO a de plus pu compter sur l'appui de Judith Kohl, stagiaire à la maîtrise en relations internationales de l'UdeM, qui a effectué des recherches et contribué à la campagne de défense des droits des travailleuses du textile du Bangladesh. Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement. Marie Paradis, responsable des activités du volet Solidarité et coopération internationale a appuyé à la réalisation des projets internationaux. Près d'une quarantaine de personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action.

COMITÉ ÉDUCATION

Le Comité éducation a relancé ses activités en 2021-2022. Il est composé de :

- Dominique Bernier, CSQ
- Karine Crépeau, FIQ
- Chantal Ide, CCMM-CSN
- Miriam Zaidi, FTQ
- Amélie Nguyen, CISO
- Leïla Mérabet, CISO

COMITÉ RÉFLEXION STRATÉGIQUE

Le comité est composé de :

- Luc Allaire, CSQ
- Vincent Leclair, CRFTQMM
- Rachel Sarrasin, FEC-CSQ et membre individuelle
- Manon Fournier, SEPB-574 FTQ
- Maxime Beaudoin, APTS
- Françoise Ramel, FIQ
- Gilles Grondin, FTQ
- Chantal Ide, CCMM-CSN
- Amélie Nguyen, CISO
- Marie Paradis, CISO
- Leïla Mérabet, CISO (jusqu'à mars 2022)

ÉCORESPONSABILITÉ

Le CISO tente de faire sa part à son échelle pour réduire son empreinte carbone et son impact environnemental. Le plus souvent possible, l'équipe fait ses impressions sur du papier réutilisé. Nous choisissons d'acheter du papier recyclé et produit de manière plus écologique tout comme nos cartouches d'encre, et donnons priorité aux produits issus du commerce équitable lorsque possible.

La programmation actuelle du CISO porte essentiellement sur la valorisation du travail des recycleurs et recycleuses et met de l'avant des pratiques respectueuses de l'environnement.

Le CISO a finalement donné son appui à des coalitions et déclarations sur la justice climatique et participé aux mobilisations sur ce thème, comme la Convergence pour une sortie de crise.